# Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la lutte contre Daech en Irak et en Syrie, à New York le 29 septembre 2015.

2015-09-29

Merci Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord remercier le Président Obama d'avoir pris l'initiative de ce débat fort important. J'ai quatre minutes, je voudrais présenter quatre idées.

La première, qui a été fort bien exposée par les orateurs précédents, c'est la nécessité absolue - nous sommes tous d'accord là-dessus - de lutter contre Daech sous des formes diverses.

Il y a bien sûr la lutte militaire, il y a - on vient d'en parler - la lutte médiatique et il y a la lutte qui s'adresse en particulier à la jeunesse, pour arriver à montrer que ce groupe terroriste, pour résumer, ce sont de faux religieux mais de vrais criminels.

Là nous avons un gros travail à faire parce que c'est vrai que dans l'opinion publique ce n'est pas toujours considéré comme cela. Première idée.

Deuxième idée, toute simple - mais parfois les idées simples sont oubliées -, si l'on veut montrer concrètement que nous sommes contre le terrorisme et contre Daech, il faut concrètement s'engager dans la lutte contre Daech. J'ai entendu ces jours derniers toute une série d'initiatives médiatiques fortes bien menées, mais nous aussi nous agissons dans la coalition. Ce n'est pas facile mais nous nous mobilisons.

La meilleure façon de lutter contre Daech pour ceux qui disent - tant mieux - qu'ils veulent mener la lutte contre Daech, c'est qu'ils mènent des opérations concrètes. Nous ici nous les menons, ce n'est pas encore le cas de tout le monde.

La troisième remarque que je voudrais faire est très rapide, parce que sur la question de l'Irak, le Premier ministre Abadi a dit tout ce qu'il fallait dire. Il faut à la fois une action militaire locale au sol, il faut une action internationale dans les airs et il faut un contrat politique et social qui soit respecté de tous.

Je pense que chacun est convaincu que c'est seulement la poursuite de nos efforts collectifs sur ces trois fronts qui nous permettra à terme - parce que cela va prendre du temps - de remporter la lutte contre Daech en Irak et de stabiliser durablement ces territoires.

Enfin la Syrie, c'est évidemment aujourd'hui la partie la plus difficile. Vous savez sans doute que la France a récemment décidé à la fois de procéder à des vols de reconnaissance au-dessus du territoire syrien, d'accroître notre capacité de renseignement et de frapper si nécessaire.

Nous avons frappé, il y a quelques jours et nous continuerons à le faire dans le cadre de la légitime défense de l'article 51 de la Charte des Nations unies. Il faut mener ces actions militaires et je dirai que de ce point de vue là un bilan lucide de ce que nous avons fait les uns les autres depuis maintenant plusieurs mois amène sans doute à des améliorations.

Mais nous savons aussi que l'action militaire n'est pas suffisante. Il faut aussi que nous dégagions - ce sont des réflexions qui sont en cours - des zones de sécurité pour les populations syriennes afin qu'elles ne soient pas obligées de se réfugier dans des pays voisins, ce qui pose d'énormes problèmes. Et il faut bien sûr que nous avancions vers une transition politique.

Tous les États ne sont pas d'accord sur les formes de cette transition politique. Pour notre part, nous disons clairement que non seulement il y a une obligation morale, et qu'il est très difficile d'envisager que l'avenir de la Syrie continue d'être confié à quelqu'un que le secrétaire général des Nations unies a qualifié de criminel contre l'humanité.

Indépendamment de cet aspect moral, l'aspect d'efficacité rend très difficile d'imaginer qu'on puisse avoir la Syrie que nous souhaitons tous, c'est-à-dire une Syrie unie, une Syrie libre, une Syrie qui respecte les communautés si à sa tête il est écrit que sera comme dirigeant celui qui a été à l'origine du chaos. Il faut - c'est compliqué, mais je crois qu'ici tout le monde est de bonne volonté - arriver à dégager une solution politique. Solution que j'appellerai une transition de sortie, qui permette un gouvernement qui soit à la fois un gouvernement avec des éléments du régime - il faut le dire clairement - et avec des éléments de l'opposition modérée.

Voilà ce que je voulais dire en quelques mots.

Il n'y a pas de formule miraculeuse qui va nous dispenser du long effort nécessaire pour combattre Daech. Mais il faut éviter les fausses solutions qui ne feraient en réalité que prolonger le drame et aggraver la situation. Il nous faut une base politique permettant d'unir les forces locales contre la menace terroriste, et si on n'a pas cela nos actions militaires, nécessaires, demeureront insuffisantes.

C'est pourquoi la France, comme beaucoup d'entre vous, propose que nous poursuivions l'engagement militaire contre Daech, tout en continuant à agir pour permettre une transition politique en Syrie. Merci.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 octobre 2015

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196324-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du